

[Text]

ence do you see? What advice can you give, despite the fact that we now have four agreements between Canada and the provinces on aquaculture?

Mr. Kozak: There is a number of things dealing with aquaculture. And I think we are sort of in the middle, in many cases, of people who are in aquaculture, people who want to get into aquaculture, and people who want to maintain themselves in the traditional fishery. And if we take a look at the development of aquaculture, it originally was being developed by a number of small groups, many of them who were in the traditional fishery, and changed over. And then, recently, a couple of larger companies, Connors Brothers and Sea Farms, got into the business.

We are in favour of development of the industry in a controlled manner, so that we don't go boom, and we end up with a situation not knowing exactly where we should be going. We also are strongly in favour of the enterprises that are going to be established. We would like priority, because if there is an effect, those who will be affected will be those in the traditional fisheries.

We have also a preference to make sure that the industries, that are being developed, are, for want of a better term, local corporations. I think, in this case, the operations may be a little smaller, may require a great deal more government involvement in terms of perhaps assisting the small companies, the small individuals, in getting established through, maybe, loan guarantees, through training, and those types of things.

But we feel that the benefit to the local area is much greater, in that we have a diversity of people being involved. If there are going to be monies made in the aquaculture industry, which I think we are quite confident there will be, that those will be made by local people. And in many cases, that local money will be put back into the local economy, which is of greater benefit than sending all of our money to Toronto, which is normally happening.

Toronto is a great place, but we would like some of that here, too. And I think one of the things we would like —

The Chairman: Like for summits.

Mr. Kozak: Yes. So that, I think that we would prefer it to be developed in a manner, that will involve a lot of local people. We would like the preference to be given, again, to people who are in the traditional fishery, when it is going to be developed. And we would like it to be developed not in the gold rush scenario, but in a much slower method, so that we can monitor what is happening as we go along.

[Traduction]

l'industrie de la pêche traditionnelle. Qu'en pensez-vous? Quel conseil pouvez-vous donner en dépit du fait que nous ayons maintenant quatre accords entre le Canada et les provinces en matière d'aquaculture?

M. Kozak: Il y a plus d'un élément qui concerne l'aquaculture. Et je crois que, souvent, nous nous retrouvons à mi-chemin en quelque sorte entre les gens qui sont en aquaculture, les gens qui veulent se lancer en aquaculture et les gens qui tiennent à demeurer dans le secteur de la pêche traditionnelle. Si l'on se penche sur l'évolution de l'industrie de l'aquaculture, on constate que celle-ci est d'abord issue de petits groupes, dont bon nombre qui se livraient à la pêche traditionnelle ont décidé de changer de camp. Puis, récemment, une couple de grandes compagnies, Connors Brothers et Sea Farms, sont venues s'ajouter au tableau.

Nous sommes en faveur d'une expansion contrôlée de l'industrie de manière à éviter un essor trop rapide qui nous place dans une situation où nous ne saurions plus exactement quelle orientation prendre. Nous appuyons également de tout coeur les entreprises qui sont sur le point de s'établir. Nous aimerions qu'elles aient priorité, car s'il y a des conséquences, ce sont les entreprises du secteur de la pêche traditionnelle qui seront touchées.

Nous souhaiterions, en outre, qu'on fasse en sorte que les industries en voie d'implantation soient—faute d'un terme plus approprié—des sociétés locales. En pareil cas, je crois que les opérations peuvent être d'envergure un peu plus réduite, exiger de la part du gouvernement une participation beaucoup plus substantielle sous forme peut-être d'une aide en vue de permettre aux petites compagnies ou aux petits entrepreneurs de s'établir, par exemple, en garantissant leurs emprunts, en leur offrant des programmes de formation, etc.

Mais nous croyons que les retombées économiques dans la région seraient beaucoup plus considérables, du fait que cette activité concerne toutes sortes de gens. Si l'industrie de l'aquaculture s'avère rentable, ce dont nous ne doutons pas, nous estimons que ce sont les gens de la région qui doivent en profiter. Car souvent l'argent provenant de ces bénéfices est réinjecté dans l'économie locale, ce qui est de loin préférable au fait d'envoyer tout notre argent à Toronto, comme c'est le cas habituellement.

Toronto est une bien belle ville, mais nous aimerions avoir notre part également. Et je crois que l'une des choses que nous aimerions . . .

Le président: Comme dans le cas des sommets.

M. Kozak: Oui. De sorte qu'il nous semble préférable de développer l'industrie en faisant appel à la participation d'un grand nombre de gens de la région. Au moment de l'implantation, nous souhaiterions, encore une fois, que la préférence soit accordée aux gens qui travaillent dans le secteur de la pêche traditionnelle. Nous aimerions également que cette expansion de l'industrie ne se fasse pas suivant un scénario digne de la ruée vers l'or, mais à un rythme beaucoup plus lent, de sorte que nous puissions exercer au fur et à mesure un contrôle sur les événements.